Un champ d'expérimentation

Réflexions helvétiques sur l'Europe

Gilbert Casasus*

» Si l'Alsace occupe une place de choix dans les relations franco-allemandes, elle n'est pas la seule région des rives du Rhin à jouer un rôle prédominant en Europe. La Confédération helvétique, qui au Nord a – comme la France à l'Est – le Rhin pour frontière naturelle avec l'Allemagne, n'est certes pas membre de l'Union européenne, mais pour beaucoup elle a valeur de modèle, directement aux portes de l'Europe. Une appréciation qui fait d'ailleurs débat en Suisse dans les milieux intellectuels.

Gegen den Strom

Urs Altermatt, einer der angesehensten Schweizer Historiker, überzeugter Europäer, Emeritus der *Université Fribourg,* beklagt in seinem neuesten Buch die selbstverschuldete Isolierung der Schweiz im Herzen Europas, obwohl das Land die Chance einer Vorbildfunktion habe. Gilbert Casasus, Professor am Zentrum für Europastudien in Fribourg, stellt Autor, Buch und Thesen vor.

Red.

Le « tout Berne » a l'habitude de se réunir au restaurant *« zum Äußeren Stand »*. Les gens des ambassades, les journalistes, les politiques et ce que la vie universitaire et intellectuelle compte de mieux s'y retrouvent régulièrement. Fin juin 2011, l'Association suisse de politique étrangère (ASPE) y avait convié ses amis pour suivre une table ronde consacrée à *« la défense des intérêts suisses vis-à-vis de l'Union européenne »*. Le ton était donné et on assista malheureusement à un débat typiquement « helvético-suisse ». Sauf que l'un des intervenants fit exception à la règle. Pointant du doigt la crise grecque, il surprit alors son public par sa mise en garde. *« Si on ne fait rien, si on ne respecte pas à la lettre et à l'esprit la démocratie européenne, on risque d'assister à un retour de l'autoritarisme, de voir des Poutine dans ces pays ! »*. Les propos n'avaient rien de feutré, n'en déplaise au parterre de diplomates qui jonchaient les rangées bien ordonnées où était assis le public. Ces paroles n'étaient pas celles d'un trouble-fête, d'un horrible gauchiste ou d'un dénigreur, terme pour lequel la langue allemande a trouvé ce si beau mot de *Nestbeschmutzer.* De loin les plus sensées en cette belle soirée de printemps, elles étaient signées par l'un des historiens les plus réputés de Suisse : Urs Altermatt.

Spécialiste unanimement reconnu pour ces travaux sur le nationalisme, la vie politique helvétique et l'Eglise catholique, il fait partie de ces esprits brillants auxquels il convient de prêter un peu plus d'attention hors des frontières helvétiques, notamment en Allemagne ou en France. Sorte de « René Rémond suisse », il porte un jugement sévère sur la politique européenne de son pays. Militant européen de la première heure, dans le droit chemin d'un sillon catholique profondément démocratique, il a toujours mis sa pensée intellectuelle et son engagement citoyen au service de la cause européenne. Le jour de ses adieux à l'Université de Fribourg, à laquelle il a consacré trente ans de sa vie, il a tenu une conférence qui n'est pas passée inaperçue. Intitulée *Verschweizerung Europas ohne die Schweiz ?,* titre peut-être tra-

* Gilbert Casasus est professeur en études européennes à l'Université de Fribourg (Suisse).

duisible par la formule *« helvétisation de l'Europe sans la Suisse ? »*, il s'appliqua à démonter que *« le système des États européens se rapproche de plus en plus de celui de la Suisse »*, alors que la Suisse ne se rapproche pas de l'Union européenne.

La Suisse s'isole

Le constat que dresse Urs Altermatt à l'égard de son propre pays est sévère. Dans son dernier livre au titre évocateur de *Die Schweiz in Europa – Antithese, Modell oder Biotop?,* il déclare sans ambages que la Suisse passe à côté de l'histoire. Elle s'isole et endosse de plus en plus un rôle marginal, assimilé souvent à un *Schreckgespenst,* un épouvantail. Sa plume se fait encore plus acerbe lorsqu'il regrette *« qu'après l'année charnière de 1989, le discours sur la Suisse a pratiquement perdu tout sens intellectuel et politique en Europe, car celle-ci n'a plus besoin... d'une utopie à la confédération helvétique »*. Se remémorant des écrits d'après-guerre, il évoque André Siegfried mais aussi Karl Jaspers qui considérait que *« la Suisse a réalisé la liberté sur un territoire exigu »* et que *« son fédéralisme peut paraître le modèle de l'unité européenne et mondiale de demain »*. Mais les Européens d'aujourd'hui ne se réfèrent plus à la Suisse. Elle s'est fermée à l'Europe, alors qu'elle aurait pu au contraire lui offrir tant de nouvelles perspectives. Regrettant que son pays n'ait pas su profiter de ses propres atouts, Urs Altermatt déplore que la Suisse se soit placée dans une situation inconfortable dont elle est elle-même responsable.

Pourtant l'auteur ne se veut pas qu'accusateur. Il sait aussi se montrer sous les traits d'un analyste averti pour qui *« les phénomènes politiques se sont souvent manifestés plus tôt en Suisse que ce n'est le cas dans le reste de l'Europe »*. La raison en incombe à cette particularité toute helvétique qui fait de *« la Suisse, dans sa pluralité socioculturelle, une image à plus petite échelle de l'Europe, où les peurs face à la mondialisation et le refus des étrangers en partie se manifestent avant que cela ne soit le cas autre part »*. Dès les années 70, elle fut en effet le théâtre de plusieurs phénomènes de société qui se sont propagés par la suite à travers toute l'Europe. Que la Suisse fasse pour autant ici figure de modèle, nul ne saurait en convenir. C'est en effet sur son territoire que se sont alors exprimées les premières manifestations xénophobes relayées depuis lors par ladite Union démocratique du centre (UDC), aujourd'hui premier parti politique helvétique. Affirmer alors que la démocratie directe permet à la Suisse de devenir *« un champ d'expérimentation, un laboratoire et un biotope pour la politique européenne »* paraît quelque peu osé. Même si les Suisses y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, la démocratie directe pourrait engendrer des réactions contrastées à l'échelon européen, à l'heure où l'esprit de solidarité ne peut plus lutter à armes égales avec ce repli sur soi qui caractérise une Union européenne en crise.

Si l'ouvrage d'Urs Altermatt s'avère trop suisse pour l'un ou pour l'autre de ses lecteurs étrangers, celui-ci pourra toujours se référer au chapitre intitulé *Plädoyer für die Staatsbürger-Nation (Plaidoyer pour une Nation citoyenne).* Urs Altermatt y tient un flamboyant réquisitoire pour une démocratie citoyenne européenne. A l'opposé des thèses nationalistes qu'il condamne comme nul autre pareil, l'auteur souligne que les Etats modernes ne peuvent subsister que si la nationalité politique ne dépend pas de la seule identité culturelle et ethnique. A ses yeux, c'est là le seul moyen pour respecter la diversité et éviter que l'on regroupe les populations d'après le seul critère éthique. Persuadé de surcroît que les identités ne peuvent être que plurielles au sein de l'Europe, il dégage également des perspectives novatrices qui, à l'exemple de la Suisse, tendent à favoriser une vision « citoyenne » aux dépens d'une conception nationaliste de l'Etat. A son avis, il s'agit là, ni plus ni moins, de la condition *sine qua non* pour que l'intégration européenne poursuive son chemin vers l'unité du continent. Dans sa conclusion, l'auteur réitère d'ailleurs son soutien au développement d'une *« société civile européenne »* qui respecte toutes les spécificités culturelles, linguistiques et religieuses. Ainsi l'Union pourrait s'inspirer de la trajectoire historique d'une Suisse qui, depuis 1848, a parfaitement réussi son unité et qui devrait en l'occurrence servir de modèle à l'Europe.

Urs Altermatt, *Die Schweiz in Europa – Antithese, Modell oder Biotop?* Huber, Frauenfeld, Stuttgart, Vienne 2011, 299 pages.